



## Emploi et territoires

Sondage de l'Institut **CSA**  
pour le **Conseil d'orientation pour l'emploi**

*Réalisé à l'occasion du colloque « Emploi et territoires »*

### Contacts

à **CSA** : Julie Gaillot, Directrice adjointe du Pôle Society  
*julie.gaillot@csa.eu – 01 57 00 59 06*

au **COE** : Laurence Gaune, Responsable de la communication  
*laurence.gaune@coe.gouv.fr – 01 42 75 63 33*

---

## Fiche technique du sondage

---



Salariés



Chômeurs

### Taille des échantillons

1015

506

### Constitution des échantillons

La représentativité des échantillons est assurée par la **méthode des quotas** (sexe, âge et profession ou ancien exercice d'une profession, après stratification par région et catégorie d'agglomération).

### Mode de recueil

Recueil par **internet** (système CAWI)

### Dates de terrain

Du **3 au 12 juillet 2015**



## Emploi et territoires

Synthèse de l'étude réalisée par CSA pour le COE

### Les 5 grands enseignements de l'enquête :

#### 1/ Des perceptions sur l'emploi qui varient selon le territoire où on vit

Les réponses des personnes interrogées mettent en évidence 3 principales lignes de fracture :

- **Une fracture Paris / Province**, les habitants de la région parisienne portant un regard plus optimiste sur la situation économique de leur territoire et sur les perspectives pour l'avenir, notamment en termes d'emploi.
- **Une fracture grandes villes / villes de taille moyenne et petites villes** : les habitants de ces dernières se sentant laissés à l'écart d'un développement économique qui se concentrerait dans les grandes villes.
- **La ligne Le Havre - Marseille**, avec d'un côté le Nord et l'Est de la France, des zones perçues comme plus touchées par la crise, et de l'autre le Sud et l'Ouest de la France, des territoires dans lesquels on a davantage envie de rester ou de s'installer, et qui bénéficient par ailleurs de la dynamique de grandes régions (Pays-de-la-Loire, Rhône-Alpes-Auvergne) décrites par leurs habitants comme avantagées par rapport au reste de la France.

#### 2/ La crainte que l'emploi soit de plus en plus concentré dans les grandes villes

Beaucoup d'habitants des villes de moins de 100 000 habitants, et notamment ceux des communes rurales, semblent redouter que le fossé se creuse encore plus entre leur territoire et les grandes agglomérations. L'idée semble s'installer que la croissance de ces dernières ne profitera pas aux autres territoires.

#### 3/ Des jugements teintés d'inquiétude pour l'avenir

Les actifs expriment une forme d'inquiétude face à la situation économique future : même si une majorité estime que leur territoire dispose d'atouts en matière d'attractivité et pourrait s'adapter aux évolutions économiques, nombreux sont ceux (environ 40%) qui pensent que l'activité économique de leur territoire va se dégrader dans les 5 ans à venir et une majorité (57% des salariés et 68% des chômeurs) considère que leur territoire ne pourra garantir un niveau d'emploi suffisant pour les prochaines générations. Cette dernière inquiétude se révèle d'autant plus forte que l'on n'habite pas dans une grande agglomération. Les chômeurs sont en outre pessimistes sur leurs perspectives professionnelles à court terme : deux tiers d'entre eux déclarent qu'ils auront des difficultés à trouver un emploi dans les 3 mois à venir. Cette perception est d'ailleurs la même que l'on soit diplômé ou pas.

#### 4/ Et des craintes plus prégnantes chez les plus fragiles

Ces craintes face à l'avenir ne varient pas seulement selon le territoire et le fait d'avoir ou non un emploi. Le niveau social, l'âge et le niveau de qualification semblent aussi jouer : les plus diplômés, les plus jeunes et les CSP+ sont ainsi les plus optimistes pour l'avenir de leur territoire, tandis que les moins diplômés et les ouvriers et employés sont les plus inquiets.

#### 5/ Des actifs partagés sur la question de la mobilité

Les actifs sont très partagés sur ce point : 56% des salariés et 55% des chômeurs refuseraient de déménager pour trouver un travail, mais une forte minorité (44% et 45%) serait prête à le faire. Chez les salariés, les freins à la mobilité sont plus d'ordre personnel, tandis que chez les chômeurs ils relèvent plus de considérations financières (logement notamment). Les chômeurs sont par ailleurs prêts à plus de sacrifices pour ne pas déménager, certains d'entre eux envisageant même une précarisation accrue s'ils devaient être placés dans cette situation de choix. A noter enfin que les actifs prêts à déménager seraient en large majorité prêts à le faire dans une autre région que la leur.



---

## Synthèse (1/6)

---

### Des motifs professionnels qui suscitent la mobilité, des motifs personnels qui inspirent la stabilité

61% des salariés et 63% des chômeurs vivent à proximité de l'endroit où ils sont nés. Seule l'agglomération parisienne échappe un peu à cette logique (seuls 53% des salariés franciliens y sont nés).

La façon dont les actifs se répartissent sur le territoire semble résulter de plusieurs facteurs, tant personnels que professionnels.

D'un côté, **le personnel l'emporte largement quand on interroge les personnes résidant actuellement à proximité de leur lieu de naissance** : 86% des chômeurs et 77% des salariés déclarent ainsi qu'ils sont restés ou revenus vivre dans leur territoire pour des raisons « plutôt personnelles (famille, qualité de vie, ...) ».

**Le professionnel l'emporte en revanche de peu quand on interroge les salariés résidant dans un territoire autre que celui de leur naissance** : 54% invoquent ainsi des raisons « plutôt professionnelles (carrière propre ou celle du conjoint, études, ...) », même si près de la moitié d'entre eux (46%) invoquent également des raisons personnelles. **Il semble donc que l'on reste sur son territoire avant tout pour des raisons personnelles, mais qu'on le quitte souvent pour des raisons professionnelles.**

Au-delà de ces facteurs individuels, il est par ailleurs intéressant d'observer que **tous les territoires ne bénéficient pas des mêmes atouts aux yeux des actifs, et qu'ils ne les attirent pas pour les mêmes raisons**. D'un côté, des petites communes et une France du Sud et de l'Ouest où l'on vit plus souvent pour des raisons personnelles (que ce soit pour y rester ou venir s'y installer), et de l'autre des grandes villes et une agglomération parisienne où l'on réside plus souvent pour des raisons professionnelles.

---

## Synthèse (2/6)

---

### Qu'attendent en priorité les actifs de leur territoire ?

Selon notre enquête **trois attentes concernant le lieu de vie apparaissent nettement en tête** : *le dynamisme économique* (53% chez les salariés, 52% chez les chômeurs), *le cadre naturel* (51% et 48%) et *l'offre de logements et les prix de l'immobilier* (45% et 50%). D'autres attentes sont nettement moins souvent citées : *transports, accès aux soins, équipements scolaires et sportifs*.

**Cette hiérarchie est d'autant plus intéressante qu'elle ne correspond pas exactement à ce que les sondés décrivent comme les caractéristiques du territoire où ils vivent.** Si 83% des salariés et 77% des chômeurs sont satisfaits *du cadre naturel* dans leur territoire, le constat est en effet beaucoup plus mitigé en ce qui concerne le dynamisme économique et l'offre de logements. Une majorité de chômeurs estiment notamment que la situation n'est pas satisfaisante dans ces domaines (respectivement 62% et 59%), tout comme une part importante de salariés (47% et 53%). **In fine, ce sont donc deux critères parmi les plus importants qui sont les moins bien notés.**

La question du logement est jugée préoccupante en Ile-de-France et en région PACA. **L'accès à un certain nombre de services est en revanche jugé de manière générale satisfaisant, et encore plus dans les grandes agglomérations** : 79% de salariés se déclarent satisfaits pour *l'accès aux nouvelles technologies* (89% dans les grandes agglomérations), 78% pour *les équipements culturels et sportifs* (83% dans les grandes villes), 76% pour *les établissements scolaires et universitaires* (87% dans les grandes villes), 73% pour *l'accès aux soins* (85% dans les grandes villes). La satisfaction est en revanche un peu moindre pour *les réseaux de transport*, même si elle reste majoritaire (61%), et encore plus importante dans les grandes villes (75%).

---

## Synthèse (3/6)

---

### Comment les actifs jugent-ils la situation économique actuelle de leur territoire ?

Interrogés sur la situation de leur territoire par rapport au reste de la France, salariés et chômeurs sont partagés. 39% des premiers estiment que leur territoire est *plutôt avantage* (contre 24% pour lesquels il est *plutôt désavantage*), tandis que les chômeurs expriment des perceptions plus sombres : 26% pensent que leur territoire est *plutôt avantage*, et 37% *plutôt désavantage*.

Dans le détail, les avis sont assez tranchés selon le territoire. **Du côté des territoires qui s'estiment avantage**, on retrouve l'agglomération parisienne, mais aussi les régions Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes-Auvergne, dont les habitants expriment des avis nettement plus positifs que dans le reste de la France non parisienne. Le sentiment est à l'inverse plus souvent négatif dans les plus petites communes, mais également dans un certain nombre de régions au Nord et à l'Est.

**Ce phénomène se confirme quand on demande aux actifs quel a été l'impact de la crise sur leur territoire.** Plus de 80% des actifs estiment que leur territoire a été touché par la crise. Les jugements sont **encore plus nets chez les chômeurs, mais aussi dans certains territoires.** Alors que 18% des salariés pensent que leur territoire a été « très touché » par la crise, ils sont ainsi 28% parmi les chômeurs, et encore plus nombreux dans le Nord et l'Est : 47% dans la région Grand Est et 41% dans la région Nord-Picardie.

Au final **les perceptions des actifs semblent donc diverger selon trois grandes lignes de fracture** : un clivage classique Paris – Province, un clivage Nord-Est – Sud-Ouest (la ligne Le Havre – Marseille) et un clivage entre les grandes agglomérations et les petites villes.

**Notons enfin que l'optimisme et le pessimisme varient aussi beaucoup parmi les différentes catégories de Français.** Un plus grand optimisme semble prévaloir chez les cadres, les plus diplômés et les habitants de grandes agglomérations, catégories qui sont généralement mieux positionnées sur le marché de l'emploi. Les ouvriers et employés, les moins diplômés et les habitants de petites communes et des communes rurales sont plus pessimistes.

---

## Synthèse (4/6)

---

### Des difficultés face à l'emploi ressenties différemment au sein des actifs

Interrogés sur leur facilité à accéder à l'emploi dans leur territoire, **les perceptions des salariés et des chômeurs divergent** : 64% des premiers déclarent que cela a été pour eux une chose facile alors que seuls 31% des seconds considèrent que leurs perspectives de retrouver un emploi dans les trois mois sur leur territoire sont bonnes.

**Pour ce qui est des salariés, le sentiment de difficulté est plus important chez les catégories sociales les plus défavorisées**, le niveau de diplôme étant le facteur le plus discriminant : 58% des salariés sans diplôme déclarent ainsi avoir rencontré des difficultés. C'est aussi le cas de 42% des ouvriers et employés et de 42% des habitants de communes rurales. Ces difficultés sont en revanche moindres chez les salariés les plus favorisés : 73% des CSP+ affirment avoir trouvé facilement un travail, tout comme 70% des personnes ayant un diplôme supérieur à bac+2.

**Les clivages sont en revanche beaucoup moins nets chez les chômeurs**. A l'exception des habitants de l'agglomération parisienne (49% de bonnes perspectives perçues), tous les chômeurs sont pessimistes sur les conditions de leur retour à l'emploi, et ceci qu'ils soient diplômés ou pas.

Quant aux raisons de ces difficultés, c'est **le manque d'offres qui est pointé comme la première explication, et plus particulièrement le manque d'offres « correspondant à mes qualifications »** si l'on en croit les chômeurs (55%, 41% chez les salariés). Le manque d'offres d'emploi « sur le territoire » est également souvent cité (41% chez les salariés, 43% chez les chômeurs), ainsi que le manque d'offres « correspondant à ses aspirations » à un degré un peu moindre (31% et 38%).

**Tous les chômeurs ne semblent toutefois pas vivre exactement les mêmes difficultés**. Ainsi, les plus diplômés et les CSP+ pointent principalement le manque d'offres en rapport avec leurs qualifications, tandis que les ouvriers ou les habitants de petites villes évoquent plutôt le manque d'offres « tout court » sur le territoire. Les difficultés de transport sont aussi souvent avancées comme constituant un obstacle pour l'accès ou le retour à l'emploi : elles sont évoquées par un chômeur de moins de 30 ans sur quatre (24%).

---

## Synthèse (5/6)

---

### La crainte d'une fracture territoriale qui s'accroît

64% des salariés et 54% des chômeurs considèrent que leur territoire est bien préparé « *pour s'adapter aux évolutions économiques récentes* ». Mais ce jugement global masque des divergences territoriales fortes : si 76% des Franciliens considèrent que leur territoire est bien préparé, près de la moitié des habitants de communes rurales (47%) ou de petites villes (46%) estiment ainsi que ce n'est pas le cas.

La possibilité d'une plus forte concentration de l'emploi dans les grandes villes est d'ailleurs anticipée par une partie des actifs. Si 51% des salariés estiment que la concentration de l'emploi dans les grandes villes n'évoluera pas, ils sont tout de même 38% à penser qu'elle s'accroîtra, quand seuls 11% affirment qu'elle diminuera. Les chômeurs habitant dans une commune rurale sont les plus pessimistes sur ce point (50% pensent que la concentration de l'emploi va s'accroître).

Surtout, la majorité des habitants de petites et moyennes agglomérations pensent que leur territoire ne profitera pas de la croissance économique des grandes villes et métropoles les plus proches : 60% des salariés expriment cette opinion, tout comme 71% des chômeurs. Seuls les habitants des grandes agglomérations estiment que cette croissance profitera à tout le monde (65% chez les salariés, 55% chez les chômeurs).

Le constat révèle au final une forme d'inquiétude, puisqu'une majorité d'actifs estiment aujourd'hui que leur territoire ne pourra pas « *garantir un niveau d'emploi suffisant pour les prochaines générations* » : 57% des salariés le pensent, tout comme 68% des chômeurs, nettement plus pessimistes. Là encore, les divergences territoriales apparaissent tranchées : seule l'agglomération parisienne et les régions Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes-Auvergne affichent un optimisme majoritaire sur ce point. Le pessimisme domine donc dans la majorité des territoires dès que l'on quitte les plus grands bassins d'emploi, et notamment dans les plus petites villes.



---

## Synthèse (6/6)

---

### La mobilité professionnelle, une solution qui ne semble pas à la portée de tous

**Salariés et chômeurs sont assez partagés sur la question de la mobilité** : une majorité d'entre eux (56% et 55%) déclarent ainsi ne pas être prêts à déménager pour trouver un emploi, tandis que des proportions presque semblables affirment le contraire (44% et 45%).

**Cette propension à déménager peut varier selon la situation locale de l'emploi : elle est plus forte dans les communes où le chômage est élevé. Elle tient aussi à des considérations propres à la personne, sans lien direct avec le marché local de l'emploi** : les CSP+ et les jeunes sont ainsi les plus enclins à déclarer être prêts à changer de territoire pour rechercher un emploi, tandis que les ouvriers et employés et les plus âgés déclarent au contraire plus souvent qu'ils ne sont pas prêts à le faire. Les femmes notamment sont plus réticentes à déménager, y compris quand elles sont au chômage : seules 38% déclarent être prêtes à déménager, contre 53% des hommes. Elle tient enfin au lien avec le territoire : les personnes n'étant pas nées là où elles habitent sont nettement plus enclines à déménager.

**Les freins déclarés à la mobilité sont principalement de deux ordres : personnels et financiers.** Si le fait de ne pas s'éloigner de ses proches est la première raison citée par salariés et chômeurs (45% chez les deux), ces deux catégories se distinguent sur les autres raisons citées. Les chômeurs citent ainsi fréquemment le coût d'un déménagement (38%), tandis que les salariés citent plus souvent l'attachement à leur territoire (47%).

**A défaut de déménager, de nombreux chômeurs sont toutefois prêts à de plus grands sacrifices que les salariés pour trouver un emploi.** Près de la moitié d'entre eux (46%) se disent ainsi prêts à *changer de métier ou de secteur, suivre une formation* (42%) ou *accepter un emploi à temps partiel* (43%). Un chômeur sur trois (33%) se dit même prêt à « *accepter un emploi moins bien rémunéré* », et 21% accepteraient « *des horaires plus contraignants* ».

**La mobilité géographique semble pouvoir s'envisager de manière large pour ceux qui déclarent être prêts à déménager** : 68% des salariés prêts à déménager déclarent être prêts à changer de région, tout comme 69% des chômeurs. Le temps de déplacement domicile-travail semble en revanche ne pas devoir dépasser un certain seuil, puisque salariés et chômeurs estiment à 1 heure ce temps de trajet (aller-retour) maximum. Celui-ci est toutefois un peu plus élevé dans l'agglomération parisienne (72 minutes pour les salariés, 76 minutes pour les chômeurs).